

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 11 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Que l'introduction qui change ?!...
- 2) L'histoire
- 3) "C'est mon pays ici"
- 4) Un juste réquisitoire
- 5) Ils sont toujours là
- 6) Stable en mai
- 7) Manque de respect du PS pour...



Gérard Diez La Presse en Revue

D) Chirac, Mitterrand et Giscard ont été de bons présidents, estiment les Français



Les trois présidents préférés des Français, en 1986 au musée Orsay. © DERRICK CEYRAC / AFP

En revanche, Sarkozy et Hollande en prennent pour leur grade, selon une étude Odoxa publiée ce dimanche dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

SOURCE AFP

Environ six Français sur dix qualifient Jacques Chirac, François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing de "bons présidents de la République". Mais seulement 39 % le pensent pour Nicolas Sarkozy et 21 % pour François Hollande, selon un sondage Odoxa publié ce dimanche dans Le Parisien/Aujourd'hui en France.

63 % des personnes interrogées ont cette bonne opinion de Jacques Chirac, 61 % de François Mitterrand et 57 % de Valéry Giscard d'Estaing.

Le retour de Sarkozy "raté" pour 71 % des sondés

Tout en se montrant sévères envers les deux derniers chefs d'État, 92 % des sondés reconnaissent que "par rapport à il y a 40 ans, il est de plus en plus difficile de présider la France" contre 7 % pour qui c'est "de plus en plus facile" (1 % sans opinion).

"Globalement, depuis trois ans", 82 % considèrent comme "mauvais" le bilan de François Hollande, tandis que 71 % pensent que "le retour de Nicolas Sarkozy en politique" est "plutôt raté".

Sondage réalisé les 7 et 8 mai par Internet auprès d'un échantillon de 1 008 personnes, représentatif de la population française adulte (méthode des quotas).

LePoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

MAIS AUSSI :

Chirac, Mitterrand, Giscard ... Les Français sont nostalgiques de leurs anciens Présidents



Par Challenges.fr

Alors qu'Hollande et Sarkozy peinent à convaincre les Français, les anciens chefs d'Etat (Giscard d'Estaing, Mitterrand et Chirac) sont considérés comme de "bons présidents de la République".



Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande: Les Présidents de la République Française afp

Environ six Français sur dix qualifient Jacques Chirac, François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing de "bons présidents de la République", mais seulement 39% le pensent pour Nicolas Sarkozy et 21% pour François Hollande, selon un sondage Odoxa publié dimanche 10 mai dans Le Parisien/Aujourd'hui en France.

63% des personnes interrogées ont cette bonne opinion de Jacques Chirac, 61% de François Mitterrand et 57% de Valéry Giscard d'Estaing.

Hollande et Sarkozy n'ont pas la côte

Tout en se montrant sévères envers les deux derniers chefs d'Etat, 92% des sondés reconnaissent que "par rapport à il y a 40 ans, il est de plus en plus difficile de présider la France" contre 7% pour qui c'est "de plus en plus facile" (1% sans opinion).

"Globalement, depuis trois ans", 82% considèrent "mauvais" le bilan de François Hollande, tandis que 71% pensent que "le retour de Nicolas Sarkozy en politique" est "plutôt raté".

Sondage réalisé les 7 et 8 mai par internet auprès d'un échantillon de 1.008 personnes, représentatif de la population française adulte (méthode des quotas).



Portrait officiel : à chaque Président son style et son photographe

challenges.fr

II) Histoire: Napoléon escamoté et journée de l'esclavage



Dimitri Casali
Historien, spécialiste de
l'enseignement et directeur de
collection

Au moment où est annoncée la disparition de Napoléon Bonaparte dans les nouveaux programmes d'Histoire en cycle 3 primaire, nous célébrons la journée commémorative de l'abolition de l'esclavage. Le Président François Hollande en déplacement aux Antilles évoquera le sujet et les amateurs d'histoire guettent avec impatience son intervention.

L'année dernière lors de son discours du 10 mai 2014, sur la traite et l'esclavage, le Président de la République avait affirmait que la France de Napoléon Bonaparte n'était pas la France...: "la France de cette époque-là n'était déjà plus la nation universaliste de la Révolution, c'était la France du Consulat, la France de Bonaparte".

Comme si le fondateur de la France moderne devenue le Français le plus influent de tous les temps, comme le confirme une étude récente du Massachusett Institute of technology (MIT) ne faisait pas partie intégrante de l'Histoire de France. Le créateur du Code civil et des institutions de granits une simple parenthèse?

Coincidence ou hasard du calendrier, le Conseil supérieur des programmes (CSP), vient de remettre les nouveaux programmes d'histoire à la ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem et une information est totalement passé inaperçue: Napoléon est escamoté des nouveaux programmes d'Histoire au primaire... En effet, (tableau ci-joint) les cours d'histoire au CM1 s'achève par l'étude Louis XVI et la Révolution et reprennent en CM2 en 1892 avec le thème "la République fête c'est 100 ans", soit un trou béant d'un siècle! Cette impasse est totalement incompréhensible, pourquoi un tel acharnement?

	Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
CM1	<p>Thème 1 Des traces de l'histoire dans l'environnement des élèves</p> <ul style="list-style-type: none"> • La présence de traces du passé dans son environnement proche • La pluralité des héritages historiques de la France 	<p>A partir de l'exploration des espaces familiers des élèves déjà réalisées au cycle 2, on identifie des traces spécifiques de l'histoire dans leur environnement proche, par exemple des vestiges de l'Antiquité, un bâtiment patrimonial, un quartier historique, une toponymie particulière, un objet, une oeuvre d'art, etc., pour saisir ces traces dans le temps et construire des repères historiques qui leur sont liés. On cherche à comprendre pourquoi et comment ces traces ont été préservées. On confronte les traces de l'histoire de son environnement proche à des traces différentes relevées dans un autre lieu en France, pour montrer la pluralité des héritages historiques.</p>
	<p>Thème 2 La France d'avant la France</p> <ul style="list-style-type: none"> • Charlemagne, roi et empereur • Les vagues migratoires du Ve au Xème siècle 	<p>Comme l'objectif du cycle 3 est de construire quelques premiers grands repères de l'histoire de France, l'étude de la monarchie capétienne se centre sur le pouvoir royal, ses permanences et sur la construction territoriale du royaume de France à travers quelques cartes historiques. Elle permet la découverte d'éléments essentiels du patrimoine français et d'interroger les liens du royaume de France avec d'autres acteurs et d'autres espaces. La figure de Charlemagne est l'occasion d'observer les dynamiques territoriales d'un empire qui relèvent plus d'une logique européenne que française et qui préexistent à la construction du royaume de France.</p>
	<p>Thème 3 Le temps des rois</p> <ul style="list-style-type: none"> • Louis IX, le « roi chrétien » au XIIIème siècle • François Ier, un protecteur des Arts et des Lettres à la Renaissance • Louis XIV, le roi Soleil à Versailles • Louis XVI, la Révolution, la Nation 	
CM2	<p>Thème 1 Le temps de la République</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1892 : la République fête ses cent ans • L'école primaire au temps de Jules Ferry • Des républiques, une démocratie : des libertés, des droits et des devoirs • Le peuplement des colonies françaises 	<p>La République a-t-elle réellement cent ans en 1892 ? L'étude du centenaire de la République célébré en 1892 est mise en perspective pour montrer que les Français ont vécu différentes expériences politiques depuis la Révolution. Les cérémonies mettent en scène les symboles républicains. A partir des années 1880, l'adhésion à la République se construit en partie par l'école gratuite, laïque et obligatoire. Les bâtiments et les programmes de l'école de la République facilitent l'entrée concrète dans le sujet d'étude. A partir de quelques exemples accessibles, on montre que les libertés (liberté d'expression, liberté de culte,...) et les droits (droit de vote, droits des femmes,...) en vigueur aujourd'hui, sous la Vème République, sont le fruit d'une conquête et d'une évolution de la démocratie et de la société et qu'ils sont toujours questionnés. On découvre des devoirs des citoyens.</p>

Les programmes scolaires reflètent l'état d'esprit dans lequel, historiens, sociologues, mais aussi politiques, gouvernant et lois mémorielles expliquent aujourd'hui le passé. Depuis le 10 mai 2006 est célébrée la "Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions", issue de la loi Taubira qui reconnaît la traite occidentale comme crime contre l'humanité (2001). Napoléon a effectivement commis la faute de rétablir l'esclavage en 1802 mais il est devenu rétroactivement et sans tenir compte du contexte historique de l'époque, "l'Homme qui a rétabli l'esclavage", coupable de crime contre l'Humanité.

Rappelons, une fois encore, qu'il ne s'agit pas de nier les crimes commis par les Européens lors des traites négrières, ni même de les éluder. Il est cependant lourd de conséquences pour l'enseignement d'une histoire équilibrée et apaisée que l'anachronisme règne en maître dans les esprits. Non seulement, cet événement n'est pas replacé dans le contexte historique de cette époque où l'esclavage était malheureusement pratiqué à l'échelle mondiale et où un Africain sur quatre était l'esclave d'un autre Africain selon les

travaux de Catherine Coquery-Vidrowitch.

Mais enfin et surtout il faut savoir que Napoléon était loin d'être convaincu de cette mesure et qu'il s'est opposé un temps au Conseil d'Etat. Il finit par céder aux pressions des puissants lobbies des armateurs nantais et bordelais sans oublier l'influence de Joséphine de Beauharnais, issue d'une grande famille de planteurs. La position de Napoléon se caractérise plus par le pragmatisme que par une inclination "idéologique" quelconque, son objectif majeur reste avant tout le continent européen. Il est vrai toutefois que cette faute indélébile précipite la perte de Saint-Domingue et met fin à ses ambitions coloniales. Mais alors, que dire de sa décision prise à son retour de l'île d'Elbe, de supprimer la traite négrière sans restriction, le 29 mars 1815? Cette loi prononçait la confiscation des navires pris faisant la traite et l'interdiction de leurs capitaines. Personne n'en parle?

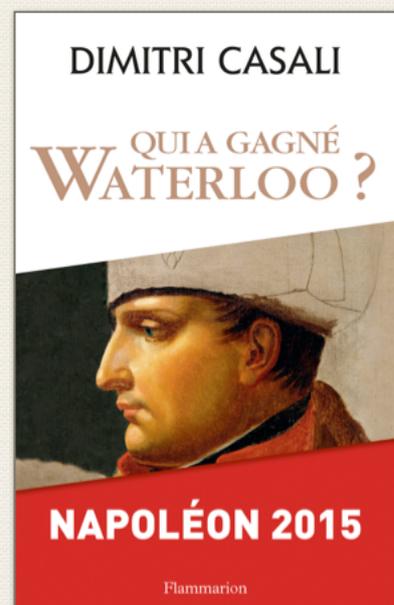
On ne peut pas changer l'Histoire, l'Histoire, une fois écrite, ne s'efface pas. L'Histoire, on doit l'assumer. C'est autant glorieux qu'honteux. C'est l'Histoire! La France de 2015 après les terribles événements de janvier, a besoin de pouvoir se rassembler autour de grandes figures tutélaires comme Napoléon. Il reste une leçon d'énergie, un symbole de ce courage politique dont le pays a besoin aujourd'hui... Il symbolise l'imagination au pouvoir, la volonté, le rêve, l'inventivité, l'enthousiasme, l'accomplissement... Il éclaire à jamais ce qui constitue les valeurs de l'identité française : la méritocratie, les Lumières, l'ouverture, l'intégration réussie, l'autorité de l'Etat. Ce petit Corse qui est arrivé dans notre pays à 10 ans sans parler un seul mot de notre langue, suscite l'admiration du monde entier et devrait être une fierté pour tout Français!

Avec la journée du 10 mai, nous célébrons un événement historique pour sa portée morale qui permet de le détacher de tout contexte historique. Il en reste une Histoire qui se confond avec la morale, mais qui n'est plus de l'histoire. La France est fatiguée d'être un pays qui cultive une forme de culpabilité nationale. Le mal n'est pas une maladie héréditaire. Actuellement le fait colonial fait l'objet avec les politiques de mémoires d'un surinvestissement sans cesse grandissant.

Mais peut-on réinterpréter l'ensemble du développement de l'Occident et de la France à travers le prisme du colonialisme et de ses crimes? Cela tend à attiser la haine de soi dont souffrent les Français et la grave crise identitaire qu'ils traversent depuis trente ans. Naturellement, il faut étudier la colonisation et l'esclavage à condition de ne pas laisser sous-entendre que ce sont des exclusivités occidentales, ni une séquelle de l'idéologie victimaire ambiante. En 2015 le pays a besoin plus que jamais de cohésion nationale et il faut cesser de creuser le fossé qui sépare inexorablement les Français entre eux. Au lieu de faire sans cesse acte de repentance, soyons fiers d'avoir été une des premières nations avec l'Angleterre à avoir aboli l'esclavage et occupons nous des 22 millions esclaves (selon l'ONU) qui souffrent aujourd'hui à travers le monde.

Attaquons-nous à ces réseaux, aux trafiquants, à ces nouveaux esclavagistes qui reproduisent à l'échelle internationale une traite que l'on pensait disparue. Pour combattre l'esclavage, il faut instruire et éduquer afin de pouvoir assumer sereinement le passé, tout le passé, tous nos héritages -même et surtout Napoléon- et ainsi mieux affronter l'avenir...

"Un peuple qui n'enseigne plus son histoire est un peuple qui perd son identité" François Mitterrand 1982



Dimitri Casali - Qui a gagné Waterloo? Ed. Flammarion

III) En Martinique, Hollande et Royal, un couple au sommet... climatique



Par Julien Martin

Au deuxième jour de sa tournée caribéenne, le chef de l'Etat, accompagné de sa ministre de l'Ecologie, a lancé "l'appel de Fort-de-France" en vue de la Cop21. Par notre envoyé spécial.



François Hollande et Ségolène Royal, le 9 mai 2015 à la Martinique.
(ALAIN JOCARD / POOL / AFP)

François Hollande a été accueilli à la conférence climatique de la Caraïbe, samedi 9 mai en Martinique, par la pluie ! Une courte averse tropicale, qui s'est rapidement dissipée. Le président, adepte de l'adage tout personnel "gouverner, c'est pleuvoir", n'a même pas eu le temps d'en rire devant le parterre de journalistes qui l'attendaient à la descente de sa voiture.

Aujourd'hui est un jour sérieux. On l'avait laissé, la veille à Saint-Martin, en pré-candidat à sa réélection, on le retrouve en total président de la République. Un chef d'Etat qui entend peser sur la scène mondiale. Grâce à son action en faveur du climat. Lui, que l'on disait insensible aux questions environnementales. Qui l'eût cru ?

Ce qui pourrait être l'une des grandes oeuvres de son quinquennat porte le nom barbare de "Cop21". La 21ème conférence des Nations unies sur les changements climatiques se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. L'objectif est ambitieux : aboutir à un nouvel accord international applicable à tous les pays, afin de maintenir le réchauffement climatique mondial en deçà de 2 degrés Celsius.

"La France est partie prenante"

Dans le seul cinéma multiplex de la Martinique,

transformé en forteresse pour l'occasion, François Hollande se veut aussi sobre que son costume bleu foncé. Sur les marches du Madiana, il explique les enjeux de Caraïbe climat :

" Je me réjouis de la mobilisation de l'ensemble des pays caribéens. Ce sont eux qui sont exposés aux risques climatiques mais qui peuvent aussi trouver les solutions. La France est partie prenante, par ses quatre collectivités : Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Guadeloupe et la Martinique."

Jusqu'à la fin de l'année et la tenue de la Cop21, François Hollande entend multiplier les appels pour se donner toutes les chances de réussir. Après "l'appel de Manille" lu en février dernier depuis les Philippines par Marion Cotillard, "l'appel de Fort-de-France" a été lancé ce samedi.

"C'est mon pays ici"

C'est là que Ségolène Royal entre en jeu. C'est elle, en veste blanche immaculée, qui est montée à la tribune sous les yeux du président français pour déclamer l'appel, en compagnie de représentants de la Caraïbe, dont trente pays sont également signataires. Royal et Hollande, l'histoire est ancienne. Royal et la Martinique, plus encore. "C'est mon pays ici, je ne l'ai jamais quitté", s'enthousiasme en aparté celle qui y a passé une partie de son enfance.

Son "pays", comme toute la Caraïbe, la ministre de l'Ecologie entend le protéger des désastres climatiques autant que lui faire rattraper ses retards dans les domaines des énergies renouvelables, alors que "les ressources sont immenses" : la mer, le soleil, la roche volcanique.

C'est tout l'enjeu de cet appel : protéger mais aussi prévenir dans des territoires plus pollués que pollueurs. "La région Caraïbe, ne contribuant que de manière marginale aux émissions de gaz à effet de serre, fera pourtant partie des zones les plus durement touchées", proclame-t-il. Dès lors, ladite région, interpellant "les dirigeants mondiaux", sollicite "une aide financière, scientifique, technique". Contribuer d'accord, mais recevoir également, pour guérir et surtout se développer.

"Chaque voix compte"

Un "accord gagnant-gagnant", en somme, selon

les termes du texte lu par Royal. La contrepartie tant espérée a été précisée par Hollande : un fonds vert doté de 100 milliards d'euros par an à partir de 2020. Où trouver l'argent ? Le président a son idée :

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le Giec, a estimé à 2.000 milliards de dollars le coût des catastrophes naturelles. Et si on utilisait cet argent pour le développement et non simplement pour réparer ?"

Le président français l'a dit à plusieurs reprises aux pays riches : sans cette aide, les Etats pauvres ne signeront pas en décembre prochain. "Pour aboutir à un accord, chaque voix compte", décrypte un conseiller de l'Elysée.

Si Hollande parvient à ses fins, ce succès sera porté à son crédit. Royal sait aussi que cela contribuera à la réussite de son bilan au ministère de l'Ecologie. En attendant, tous deux vont poursuivre la tournée caribéenne engagée par le chef de l'Etat et une partie de l'exécutif. Au programme des prochains jours : la Guadeloupe, Cuba et Haïti.

nouvelobs.com-Julien Martin, à Fort-de-France

IV) Guadeloupe: réquisitoire d'Elie Domota contre François Hollande

L'Humanité.fr avec l'AFP



Pour Élie Domota, en venant en Guadeloupe, François Hollande "est plus en préparation de sa candidature 2017 que dans le cadre de mise en oeuvre de politiques publiques pour stopper les disparités".
Photo : Julien Tack/AFP

Alors que François Hollande doit inaugurer le Mémorial ACTe sur la traite et l'esclavage en Guadeloupe, le syndicaliste de l'UCGT et porte-parole du LKP s'est livré dimanche à un

réquisitoire contre le président français, lui reprochant de refuser des réparations pour l'esclavage et de n'avoir pas amélioré une "situation très grave" sur le plan social.

Elie Domota, porte-parole du LKP, n'assistera pas, ce dimanche, à l'inauguration par François Hollande du plus grand centre au monde de mémoire sur la traite et l'esclavage, le Mémorial ACTe. Invité ce matin au micro de France Inter, le secrétaire général de l'Union syndicale des travailleurs de Guadeloupe, a reproché au chef de l'Etat, comme à son prédécesseur Nicolas Sarkozy, de considérer, en refusant les réparations que "la colonisation était une bonne chose, l'esclavage était une bonne chose".

"Quand ils disent qu'ils sont opposés à la réparation, c'est qu'ils considèrent que la citoyenneté française c'est la réparation. C'est comme si vous venez chez quelqu'un, vous tuez la famille, vous violez la petite fille, et quelques années après vous lui faites deux enfants, vous vous mariez avec elle et vous considérez que le problème est réglé!", a argumenté Elie Domota. Selon lui, "toute chose mérite réparation" et "un crime contre l'humanité est imprescriptible".

Les indemnités accordées en 1848 aux propriétaires d'esclaves, lors de l'abolition de l'esclavage leur ont permis "d'asseoir leur domination économique et sociale, de créer des banques et de faire en sorte que l'économie coloniale soit préservée". "Ce que nous demandons c'est l'abrogation de ces textes de 1848 et 1849 qui ont indemnisé les colons, car ils ne sont pas conformes à la Constitution française ».

"En Guadeloupe, 60% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage"

Par ailleurs, pour le porte parole du collectif LKP (contre l'exploitation outrancière), en venant en Guadeloupe, François Hollande "est plus en préparation de sa candidature 2017 que dans le cadre de mise en oeuvre de politiques publiques pour stopper les disparités". "Aujourd'hui, la Guadeloupe, c'est 60% des jeunes de moins de 25 ans qui sont au chômage, c'est pratiquement 30 à 33% de la population active qui est au chômage, c'est un taux d'illettrisme qui dépasse les 25% de la population", a dénoncé le leader des mouvements sociaux de l'hiver 2009. "Et le problème de la vie chère se pose toujours". "La situation est très grave et les réponses apportées

par les politiques publiques sont totalement insuffisantes", a-t-il conclu.

L'Humanité.fr

V) Paul Ariès : "Les Indignés n'ont pas dit leur dernier mot"

Entretien réalisé par Latifa Madani



Photo : Fred Dufour/AFP

Pour le rédacteur en chef du mensuel "Les Zindigné(e)s", le politologue Paul Ariès (1), les Indignés sont toujours là. Ce qu'ils ont semé commence à germer : une pépinière d'actions qui finiront par engranger en dépit du boycott des médias. Entretien.

Humanité Dimanche. Chômage, surveillance de nos vies privées, drame des migrants, exécutions en Indonésie... 5 ans après le Indignez-vous de Stéphane Hessel, où sont les Indignés ?

Paul Ariès. On peut légitimement se demander où sont passés les indignés français ou étrangers tant ils semblent avoir déserté les places publiques alors que les causes à défendre ne manquent pas. Les éternels grincheux vous diront : « on vous l'avait bien dit ! Les indignés n'étaient qu'un feu de paille loin des enjeux de l'époque ! ».

HD. Lorsque vous avez lancé le mensuel les Zindigné(e)s en 2009, vous disiez que ce mouvement n'était pas une fin en soi mais le début d'un processus. De quel processus s'agit-il ?

Paul Ariès. Un processus de recomposition des forces émancipatrices. Il prend du temps, il

connaît des reculs, il peut même échouer. Mais ce qu'il a semé, au fur et à mesure des mobilisations, finira bien par germer. Regardons ce qui se passe en Grèce mais aussi en Espagne. Que serait « Podemos » sans la puissance des indignés espagnols. Le mouvement des indignés fut d'abord le symptôme de la crise des organisations politiques, syndicales, sociales qui luttent pour l'émancipation.

HD. Comment cette crise s'est elle traduite ?

Paul Ariès. Le capitalisme a triomphé dans les têtes et dans les faits au 20^è siècle. Les mots qui ont servi aux combats passés ont été salis et démonétisés par les tragédies du XX^e siècle comme le stalinisme ou la social-démocratie reconvertie en social libéralisme puis en « deuxième droite » gérante loyale du capitalisme. Le pouvoir n'a de cesse d'opposer entre elles les différentes fractions du peuple : les salariés du privé contre ceux du public, les salariés contre les chômeurs, les chômeurs contre les RSAistes.

Il y avait donc besoin de recommencer par le commencement : dire « nous sommes les 99 % face au 1 % ». Ce slogan est comme tout slogan simpliste mais il a l'énorme avantage de tracer une nouvelle frontière, de tisser de nouvelles solidarités. Il fallait faire du neuf. Les indignés ont contribué à renouveler le répertoire militant, tant celui des « gros mots » qui servent à rêver, à penser, à lutter que celui des formes de mobilisation, de luttes et d'organisation.

HD. Des exemples de ce nouveau répertoire et de ces nouvelles formes de luttes ?

Paul Ariès. Les nouveaux mots apparaissent dans les Sud, comme le « buen vivir » sud-américain, le « plus vivre » de la philosophie négro-africaine de l'existence, « l'écologisme des pauvres » à l'échelle planétaire. Ce renouvellement du répertoire militant est aussi visible dans l'occupation des places publiques durant des semaines, parfois des mois. Imaginons que lors des mobilisations contre la réforme des retraites, 100 000 personnes aient occupé le centre des grandes villes, nous aurions pu construire des rapports de force bien meilleurs que lors des manifs Bastille-République-Nation.

HD. vous dites que les Indignés sont moins visibles mais toujours là. Où sont ils donc ?

Paul Ariès. Ils sont dans les luttes contre les

Grands projets inutiles imposés : Notre Dame des landes, barrage de Sivens, Center Parcs, ferme des mille vaches, etc.. Ce sont déjà plus de trois cent mobilisations en cours ! Le mouvement se poursuit aussi avec les Anonymous et les Femem qui chacun à sa façon renouvelle les formes du combat....

Le mouvement des indignés ouvre de nouveaux fronts de lutte par exemple en faveur de la gratuité du service public, d'un « revenu pour tous, même sans emploi », d'un revenu maximal autorisé, de la désobéissance citoyenne. Ils seront présents lors de la Convention-Climat 2015 mais avec leurs propres mots d'ordre : « si les 1% bousillent la planète, les 99 % peuvent la sauver » car les milieux populaires ont un bilan carbone bien meilleur que les riches et même que beaucoup d'écologistes ! La grande différence entre la France et les autres pays (Espagne, Etats-Unis, Grèce, Québec, etc), c'est que partout ailleurs les indignés ont bénéficié du soutien réel des organisations traditionnelles.

(1) Paul Ariès vient de publier *Ecologie et cultures populaires, les modes de vie populaires au secours de la planète* (Editions Utopia 2015).

Dernier ouvrage publié *Nos rêves ne tiennent pas dans les urnes. Éloge de la démocratie participative* (Max Milo Éditions, 2013)

l'Humanité.fr

VI) Sondage: la cote de popularité de l'exécutif stable en mai



François Hollande le 9 mai 2015 à Fort-de-France
© ALAIN JOCARD

La cote de popularité de François Hollande a progressé d'un petit point à 27% en mai par rapport à avril, tout comme celle de Manuel Valls à 41%, selon...

La cote de popularité de François Hollande a progressé d'un petit point à 27% en mai par rapport à avril, tout comme celle de Manuel Valls à 41%, selon un sondage BVA pour Orange et iTÉLÉ publié samedi.

A l'inverse, 72% ont une "mauvaise opinion" du chef de l'État (-2 points) et 58% de Manuel Valls (-1 pt). Seules 26% des personnes interrogées jugent par ailleurs que la politique de François Hollande et du gouvernement est "juste" et 16% "efficace".

Le sondage montre aussi une nette progression de Marine Le Pen, qui voit sa cote d'influence gagner 10 points auprès des sympathisants de l'UMP pour s'établir à 35%.

Selon ce sondage, 24% des Français souhaiteraient que Nicolas Sarkozy soit élu président en 2017, contre 21% pour Marine Le Pen et 19% pour François Hollande. A l'inverse, 43% souhaiteraient qu'aucun de trois ne soit élu.

Sondage réalisé du 4 au 8 mai auprès d'un échantillon de 1.171 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, recrutées par téléphone, puis interrogées par internet du 4 au 8 mai.

publicsenat.fr

VII) Ile-de-France : Julien Dray voit un certain manque de respect du PS à l'égard de Jean-Paul Huchon



© LIONEL BONAVENTURE / AFP



Etienne Baldit
etienne.baldit@europel.fr

BONNES MANIÈRES - Jean-Paul Huchon va-t-il, oui ou non, se désister dans les prochaines heures au profit de Claude Bartolone ? C'est ce qu'assure le JDD, dimanche 10 mai. Selon l'hebdomadaire, le président socialiste de la région Ile-de-France devrait annoncer, lundi soir ou mardi matin, son ralliement à la candidature du président de l'Assemblée pour les régionales de décembre. Son entourage, en revanche, assure à Metronews qu'il est "toujours candidat à ce jour". Et Julien Dray non plus ne considère pas l'affaire comme entendue. Selon lui, "**le débat n'est pas clos**".

Invité de Radio J ce dimanche, le vice-président du Conseil régional d'Ile de France, considère même qu'il y a, dans cette arrivée de Claude Bartolone dans la course à la dernière minute, un certain manque de respect à l'égard de Jean-Paul Huchon. Il dit :

Le débat n'est pas clos parce que premièrement, je vous fais une remarque : **moi j'ai des principes. Quand je travaille avec quelqu'un, surtout quand il est le président de ma région, ma première préoccupation, c'est pas de le pousser dans l'escalier.** C'est de discuter. Soit il a fait du mauvais travail et à ce moment-là on lui demande de partir, soit il a fait du bon travail et on discute avec lui. **Et on prend le temps de discuter. C'est pas ce qui a été fait jusqu'à maintenant.**

En creux, l'élu de l'Essonne accuse donc Solférino et l'exécutif, qui ont voulu mettre un terme au duel fratricide Huchon-de La Gontrie, de "pousser" le premier "dans l'escalier" en imposant Claude Bartolone, candidat voulu par François Hollande lui-même. Marie-Pierre de La Gontrie, de son côté, s'est immédiatement rangée derrière Claude Bartolone. Ce qui, là encore, suscite un léger énervement chez Julien Dray :

“ Deuxièmement, je n'aime pas quand on commence à promouvoir des candidatures dont on découvre à la fin qu'elles n'étaient là que pour essayer d'empêcher le président sortant de se présenter. Je pense à Marie-Pierre de La Gontrie.

Selon lui, rien n'est donc décidé. Et à l'entendre, on comprend qu'il entend bien faire valoir ses arguments :

“ À l'heure où on se parle, pour l'instant, moi je n'ai pas la réponse de Jean-Paul Huchon. Et à partir de là, on va discuter. Et c'est pas parce qu'on m'aligne, pour que les choses soient claires, huit premiers fédéraux, je ne sais pas combien de parlementaires (qui ont validé la candidature de Bartolone, ndlr) - ça c'est des maréchaux d'Empire, c'est respectable mais ça fait pas l'armée napoléonienne et ça fait pas Napoléon. Donc ça veut dire qu'à un moment donné il faut discuter. Et moi je pense qu'on va discuter, calmement et sereinement, sur le meilleur dispositif.

Pourquoi ? Parce que la région Ile-de-France, c'est un joyau pour la gauche, c'est un joyau, au regard du travail qui a été effectué, et qu'on peut pas, je dirais pour des petites luttes politiciennes, perdre ce travail que nous avons effectué avec Jean-Paul Huchon depuis maintenant de nombreuses années.

"Calmement et sereinement", Julien Dray veut donc "discuter" avec les instances du parti du "meilleur dispositif" pour garder la région. Et Claude Bartolone n'est, à son sens, qu'une option en concurrence avec Jean-Paul Huchon :

“ C'est un des éléments mais c'est pas seul. Et donc tout se discute. Pour une simple raison : c'est que c'est collectivement que ces choses-là doivent être traitées. Et elles peuvent pas être traitées seulement dans des têtes-à-tête. Les têtes-à-tête c'est important mais il y a un collectif.

Déjà en décembre, Julien Dray expliquait au Lab être "**un peu triste**" d'avoir été écarté de la liste **PS pour les régionales**, sans que personne ne l'ait appelé pour lui expliquer ce choix.

lelab.europel.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue